



Robert WILTHIEN



Madame, monsieur
Chers collègues
Chers amis mutualistes,

Le printemps semble décidé à s'installer, l'espoir de jours meilleurs et plus ensoleillés renaît, je parle bien sûr de météo. La politique et ceux qui en vivent s'ébrouent, les promesses faites font baver les journalistes et le peuple de France s'impatiente, se divise aussi.

Je ne saurais, je n'y suis ni spécialisé ni vraiment compétent, faire ici état de **toutes** ces incertitudes qui minent notre quotidien, l'hôpital qui patauge, manque de personnel et de moyens, les spécialistes qui nous donnent des rendez-vous toujours plus lointains, les médecins qui font défaut à la campagne et ceux qui croulent sous le nombre de consultations qu'ils assurent en ville.

Le **NUMERUS CLAUSUS** fait encore son effet, cette honteuse limitation du nombre de médecins à former (que les médecins eux-mêmes ont fait voter), simplement pour garder leur part du gâteau plus grosse, plus juteuse, plus rentable. C'est vrai que lorsque l'on est peu nombreux sur le même gâteau, les parts sont plus grosses !

Les **pensions** sont rognées, les **prix** ne cessent d'augmenter, les **salaires** stagnent, le **chômage** galope, même si les chiffres qu'on nous donne disent le contraire. On fait dire ce que l'on veut aux chiffres et nos responsables politiques excellent dans l'art de les commenter. J'ai souvenir de ce Ministre de l'Intérieur qui disait qu'il « constatait une nette **DIMINUTION** dans l'**augmentation** de la délinquance »... celle là m'a marqué à jamais.

Le monde vacille entre guerres, réchauffement climatique, les modes de gouvernance (aristocratie, démocratie, totalitarisme, arme nucléaire) sont décriés, tromperies et richesses insoutenables, famine, clochardisation en Occident et affamés en Orient, là même où certains ont des robinets en or dans leurs châteaux... les **déséquilibres ainsi voulus et calculés par ceux qui en bénéficient** ne sont jamais dénoncés comme ils devraient l'être, les gouvernements des pays les plus riches ferment les yeux.

On tente de nous faire confondre, à dessein, les migrants africains avec ceux qui fuient l'Ukraine. La différence est pourtant criante. D'Afrique n'arrivent que des jeunes hommes en bonne santé, d'Ukraine nous arrivent des femmes, des vieillards et des enfants. **Nos jeunes hommes (français) en 1914 et en 1939 n'ont pas pris des bateaux pour fuir, ils ont pris les armes et le maquis, chez eux, pour lutter et gagner notre liberté !**

Sans ambages ni retenue, j'ose évoquer, en suivant, la bataille que nous devons mener chez nous pour contrarier ces cupides financiers qui font des fortunes colossales sur notre santé. Certes, je n'aurai pas l'outrecuidance de tout mélanger, de tout confondre.

Je crie simplement mon dégoût de ces pratiques de plus en plus répandues.

Les dépassements d'honoraires que réclament certains médecins, les bénéfiques honteux que font les labos... alors que nos soignants sont mal payés, que nos hôpitaux manquent de moyens et que nos campagnards cherchent désespérément un médecin. Si le COVID a mis la FRANCE en guerre (dixit Mr MACRON) cette honteuse situation doit faire de chacun d'entre nous un « soldat » engagé contre cette dangereuse situation. L'article de presse ci-dessus, date de plus de 10 ans. Rien n'a changé !

Pire, les mutuelles sont désormais obligées de collecter des taxes (impôts déguisés). Cet article de presse fait état de ces taxes. Vous devez savoir que près de 20% de notre cotisation de mutuelle sont ainsi reversés à l'Etat.

Le virus frappe les mutuelles

BIENVENUE ! Malgré les promesses de Macron et de Le Maire – ne pas recourir à un impôt nouveau pour financer la crise du Covid –, voici la première ponction : l'augmentation de 1,5 milliard (sur deux ans) de la « taxe de solidarité additionnelle » (TSA), prélevée sur les cotisations des mutuelles de santé. Cette douceur, selon le ministre de la Santé, Olivier Véran, qui l'a annoncée le 3 septembre, doit permettre à la Sécu de récupérer une partie des économies faites par les mutuelles pendant le confinement.

Economies incertaines : chiffrées à 2,6 milliards il y a un

mois, elles ne sont plus estimées qu'à 2,2 milliards aujourd'hui. Beaucoup de dépenses de santé n'ont en fait pas été évitées, mais simplement reportées, comme le montre la surconsommation de soins dans certains secteurs depuis la fin du confinement. Quoi qu'il en soit, la TSA va passer de 13,27 % à 16,5 %, et les mutuelles, bien évidemment, envisagent de répercuter la hausse sur les cotisations de leurs adhérents.

Véran pourra expliquer aux assurés qu'il ne s'agit pas d'une augmentation d'impôt, mais d'une simple hausse de taxe.

H. M.

Rien ni personne ne m'empêchera jamais de dire la vérité!

Il nous est interdit de faire figurer ce détail de taille sur le courrier que nous vous adressons chaque fin d'année, ce courrier précisant l'échéancier de nos cotisations de l'année suivante. Je considère que je vous dois de vous renseigner sur ces taxes, tant pis si en cela j'enfreins la loi.

SANTÉ mutuelle de la police nationale

L'Europe « sert les cupides pas les malades »

La Mutuelle de la Police nationale a tenu son assemblée générale, à Hambach. Outre les inévitables bilans, le président, Robert Wilthien, a abordé sans fioritures les problématiques qui s'imposent aux mutuelles.

Servir et aimer. Telle est la devise du groupe MPN (Mutuelle de la police nationale). Une soixantaine d'administrateurs et délégués venus de toute la France se sont réunis en assemblée générale, jeudi à Hambach. Le groupe est séparé en deux entités : la MPN pour le volet santé et la mutuelle Bel Air pour le social, avec « les mêmes adhérents et la même gouvernance », explique le président national, Robert Wilthien. Le groupe compte 18 709 « personnes protégées », au sein « d'une vraie mutuelle ». MPN ne fait pas de bénéfices, reversés à des actionnaires. « Depuis quatorze ans, nous avons des comptes équilibrés, voire excédentaires, mais tout est utilisé en gratification pour les remboursements de prestations. »

Pour le volet social, Bel Air gère un centre de vacances dans les Vosges ouvert à tous, « et en particulier aux enfants qui n'ont pas les moyens de partir en vacances et aux enfants "différents", handicapés ». Quand les comptes ne sont pas équilibrés, « ce sont les policiers qui mettent la main au porte-monnaie, c'est une façon d'être citoyens et solidaires ». Le centre accueille 80 enfants toute l'année.

Plainte contre neuf médecins

Robert Wilthien n'est pas homme à mâcher ses mots. Lorsqu'on évoque les problèmes rencontrés par les mutuelles, il parle « des directives européennes qui servent les cupides, pas les malades ». Et fustige les médecins « qui s'autorisent à demander des dépassements d'honoraires sans commune mesure avec les actes pratiqués ».

Dépassements qui ne sont pas pris en charge... « Comment refuser quand on souffre et que l'on doit se faire opérer ? » A titre personnel, Robert Wilthien a décidé de porter plainte contre neuf médecins pour avoir fait signer à neuf de ses adhérents des autorisations de dépassement d'honoraires.

Pour lui, il y a abus de faiblesse. « Quand on parle de santé, on oublie de plus en plus l'humain derrière les contingences budgétaires. La santé n'est pas un fonds de commerce ! » Sauf pour les laboratoires... « Au lieu de faire des appels au don, ils devaient tirer de leurs bénéfices les sommes pour la recherche. Ils consacrent dix fois plus d'argent à la communication sur leurs médicaments qu'à la recherche. »

Autre thème, la fiscalisation. « L'État utilise les mutuelles comme relais pour la perception d'impôts nouveaux », annonce le président. « Il y a dix ans, sur 100 € de cotisations, tout allait à la mutuelle. Maintenant, 15 % vont à l'État. » Ce qui, pour maintenir les prestations, oblige à augmenter les cotisations. Et ce sont les « petits » qui trinquent...

Président du groupe MPN depuis seize ans, Robert Wilthien entend défendre ce « service de proximité » et continuer à « fliquer » ceux qui se font du fric avec notre santé ».

Michel LEVILLAIN.



« La santé n'est pas un fonds de commerce ! », a répété Robert Wilthien, président de la mutuelle de la police nationale, fustigeant médecins et laboratoires. (Photo Thierry NICOLAS)

Les labos et leurs richissimes actionnaires sont les vrais maîtres et aucun Parlement n'a le courage ou la volonté de changer cette situation. On peut penser que certains parlementaires sont liés, de très près ou de loin, à ces maîtres de la haute finance.

Les exemples sont nombreux de ces conflits d'intérêts qui tiennent certains politiques à la botte de ces magnats du bénéfice. Je n'en citerai pas, si notre presse est aussi libre que prétendue, qu'elle fasse son job !



Big bénéfiques

DÉCRYPTAGE Les grands labos pharmaceutiques (les « Big Pharma ») sont-ils tout puissants ? C'est ce qu'affirme un documentaire offensif et très fouillé.

La crise sanitaire a jeté une lumière crue sur la puissance des grands laboratoires, ceux qu'on appelle les « Big Pharma », les américains Pfizer, Gilead ou Johnson & Johnson, les suisses Roche et Novartis, le français Sanofi... Ces firmes imposent leur loi, affirme ce documentaire, enquête à l'appui, et cela ne date pas de l'apparition du Covid-19.

Première accusation : les labos font tout pour cacher les effets « indésirables » de leurs médicaments. La Dépakine, par exemple : cet antiépileptique a été administré à des femmes enceintes, ce qui a provoqué chez leur enfant d'importants retards de développement et de lourdes séquelles neurologiques. Il a fallu qu'une mère de famille, Marine Martin, se batte durant onze ans pour que le fabricant consente à apposer sur l'emballage un logo indiquant le danger. De même, les fabricants américains d'antidouleur à base d'opioïdes ont

longtemps caché aux consommateurs le danger de leurs produits, cent fois plus puissants que la morphine. Beaucoup sont morts d'un arrêt cardiaque. En outre, accuse un connaisseur du dossier, « ils ont isolé la partie de l'opium la plus addictive pour fabriquer leurs pilules ».

La deuxième accusation concerne les méthodes des labos pour gagner le plus d'argent possible. Le film raconte par le menu les trésors d'imagination que Novartis a déployés pour imposer Lucentis par rapport à Avastin, deux produits aussi efficaces l'un que l'autre contre la dégénérescence maculaire liée à l'âge. Lucentis avait un net avantage : il était quarante fois plus cher que son « concurrent ». Les médecins ont suivi. La Sécu aussi, qui en 2019 a déboursé 750 millions pour rembourser le Lucentis. On pourrait citer aussi Sovaldi, produit contre l'hépatite C développé par Gilead, vendu jusqu'à

1 000 euros le comprimé, ou le traitement contre la leucémie utilisant le Kymriah, qui coûte 320 000 euros par patient.

« Leur réputation de puissance, les labos s'en servent pour faire croire aux victimes qu'elles n'arriveront à rien, relève l'avocat Charles Joseph-Oudin. Or, c'est faux, on finit par arriver à des résultats. » Ce qui est difficile, car chaque pays défend ses laboratoires.

On pourra trouver ce documentaire un peu trop à charge. Mais la plupart des labos n'ont pas voulu recevoir ses auteurs — seul un représentant de Sanofi s'est exprimé devant les caméras... Le Pr François Chast soupire : « La puissance de cette industrie est comparable à celle d'un État... » ■

Charles-Henri d'Andigné

arte

BIG PHARMA.
LABOS TOUT-PUISSANTS

MARDI 15 SEPTEMBRE 20H50

♥♥ Adultes
et grands adolescents

À propos de la presse, je ne saurais faire l'économie de vous inviter à aller sur internet. Écrivez sur votre moteur de recherches « **SUBVENTIONS À LA PRESSE** ».... Vous serez parfaitement renseignés sur le montant des subventions l'Etat français verse à nos journaux. Vous comprendrez mieux l'attitude de cette presse prétendue indépendante.. savez vous que nos journalistes et autres attachés de PRESSE bénéficient de conditions d'imposition très très particulières et o combien avantageuses ?

Je ne doute pas que certains lecteurs de la présente, proches peut-être de ceux que je dénonce, vont m'en vouloir et se précipiter, par exemple chez leur médecin, pour lui faire lire cette lettre. Comme cela m'est déjà arrivé dans le passé, je vais recevoir des lettres anonymes et des appels téléphoniques sous « privé ». Que ces lecteurs sachent que cela ne me fait pas peur et que rien ne m'enlèvera jamais l'engagement qui est mien de défendre vos intérêts.

Merci d'avoir pris le temps de me lire.

Robert WILTHIEN
Président National



Victor TALLAND



MOT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL NATIONAL

Chèr(e)s adhérent(e)s,
Chèr(e)s ami(e)s mutualistes,

Le scrutin présidentiel que nous venons de vivre a rendu son verdict en faveur du Président sortant. Si son élection, approuvée par seulement 1/3 de votants est incontestable, la légitimité de sa politique à venir ne s'en trouve pas pour autant approuvée par l'ensemble des français.

Lors de la campagne électorale, la santé qui nous est chère à tous, a été abordée de manière limitée à la gestion de la crise du COVID-19 sans que ne soit évoqué l'avenir du monde mutualiste et du coût de la santé pour chaque français.

Il s'agit bien d'un point important, même essentiel, pour nous tous notamment en ces temps de vie chère.

Des questions restent en suspens et demeurent sans réponse...

- Comment mieux adapter le coût des prestations santé servies aux français ?
- Quid de la question de l'autonomie des personnes âgées en situation de dépendance ?
- Quels moyens à mettre en œuvre pour lutter contre la désertification médicale (manque de spécialistes, inégalité en terme de répartition selon les zones rurales et périurbaines) ?
- Quid des moyens (financiers, matériels, humains, organisationnels) pour sauver l'Hôpital et d'une refondation de la politique sanitaire en France (gestion de l'Hôpital public dans une logique de rentabilité à court terme) ?

Malheureusement, il est fort à parier que les 5 années à venir risquent de toujours faire la part belle aux lobbies assurantiels, présents dans les plus hautes sphères de l'État, qui essayeront de grignoter encore plus le monde mutualiste, aidés gracieusement, en cela, par l'Union Européenne qui confond solidarité et profit.

Le « quoi qu'il en coûte » que nous payons TOUS à cause des hausses de taxes sur les cotisations santé se trouve être un impôt déguisé que nous continuerons de payer dans les années à venir.

L'excès des réglementations contribuant allègrement à la désertification médicale, au détriment de la santé des français les plus éloignés des zones périurbaines, n'en sera pour autant pas résolu. Sachez, chère(s) adhérent(e)s, qu'à la MPN, par la voie de notre Président Robert WILTHIEN, que nous défendrons vos intérêts avec la plus grande détermination et que nous n'abdiquerons jamais face à ceux qui se dressent en fossoyeurs de notre santé.

Notre santé est le bien qui nous est le plus cher, il nous faut le préserver avec la plus grande force.

Parce que « AIMER et SERVIR » est bien plus qu'un slogan, mais un pacte de solidarité entre vous et nous. La MPN sera toujours plus forte pour que demain, tout soit meilleur.

Prenez soin de vous et de vos proches et encore un GRAND MERCI, chère(s) collègues, pour votre engagement quotidien au service de nos concitoyens.

Victor TALLAND
Secrétaire Général National